

Les francophones en faveur de la prépension à 52 ans

► Après la fermeture de Caterpillar, les Belges sont majoritairement contre les avantages fiscaux aux multinationales.
► Et les francophones plaident pour la prépension avancée à 52 ans en cas de licenciement.

Depuis des décennies, la Belgique mène une politique attractive envers les multinationales. Avec les centres de coordination, puis avec les fameux intérêts notionnels, les gouvernements successifs, toutes couleurs politiques confondues, ont ouvert grand les bras fiscaux pour les grosses structures étrangères.

Mais, manifestement, l'opinion se retourne. Au nord

comme au sud, l'opposition aux avantages fiscaux aux grosses structures est massive : 70 % des sondés rejettent cette perspective. Un élément intéressant quand on sait qu'une des pistes de la réforme de l'impôt des sociétés, qui est en cours, prévoit la suppression des intérêts notionnels (un avantage fiscal, donc), au profit d'un taux d'imposition plus bas pour toutes les entreprises.

La fermeture de Caterpillar peut évidemment expliquer ce rejet des avantages, puisqu'elle est intervenue juste avant la réalisation du sondage. Les différences régionales d'opinions à ce sujet ne sont pas énormes. Le rejet des avantages est plus important en Wallonie (76 %) qu'en Flandre (70 %). Mais la majorité contre ces « cadeaux fiscaux » est large.

Toujours dans le contexte de Caterpillar, on ne s'étonnera pas de constater que les Belges estiment que les gouvernements

sont impuissants face aux multinationales. Dans les mêmes proportions que celles avec lesquelles ils rejettent les avantages fiscaux, les sondés estiment, à 72 %, que les responsables politiques sont impuissants face aux multinationales. Les différences régionales, ici aussi, sont minces, 74 % de certitude côté francophone, 70 en Flandre.

Division sur les prépensions

La restructuration de Caterpillar a également (re)fait surgir la question de savoir s'il fallait accorder des prépensions dès 52 ans aux personnes qui subissent un licenciement, alors qu'actuellement l'âge est fixé à 57 ans. On pensait les Belges massivement favorables à ce mécanisme de départ anticipé, les résultats ne confortent pas cette impression. Ainsi, seuls 55 % des Belges sont favorables à l'octroi de ce régime favorable.

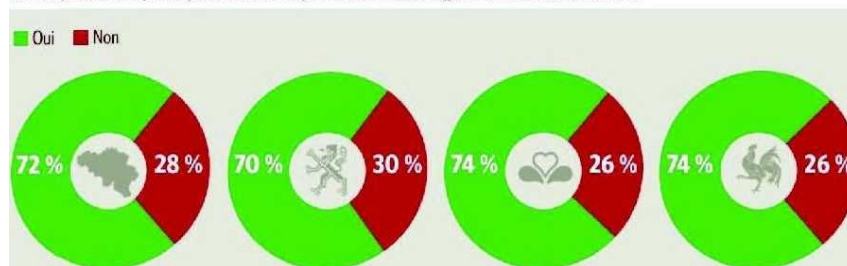
On constate ici des différences régionales un peu plus mar-

quées : les prépensions à 52 ans ne trouvent pas de majorité en Flandre (48 %) alors qu'elles en obtiennent une plus confortable à Bruxelles (64 %) et surtout en Wallonie (68 %), où la fermeture est intervenue. Sans surprise, ce sont plutôt les électeurs des partis flamands qui refusent les prépensions anticipées, N-VA, VLD, mais aussi CD&V en tête, et les partis francophones qui le demandent. A cet égard, on remarquera que les électeurs du PS (77 %) sont encore plus demandeurs que ceux du PTB (73 %).

Pour mieux se relever de coups durs tels que les fermetures d'entreprises, le Premier ministre Charles Michel évoque un plan d'investissement, notamment dans les infrastructures, qui pourraient permettre de relancer l'économie. Il entend y associer les Régions. Etrangement, cette proposition n'emporte pas un assentiment massif. A la question de savoir s'il faut un plan d'investissement, quitte à ce que le budget ne soit pas à l'équilibre, seuls 52 % des électeurs répondent par l'affirmative. Et là, la différence entre Régions est importante. En Flandre, la majorité est confortable, avec 57 %. Côté francophone, c'est plutôt non au plan d'investissement avec 43 % d'avis favorables en Wallonie et 47 % à Bruxelles. Les francophones auraient-ils cessé d'y croire ? ■

BERNARD DEMONTY

Les responsables politiques sont-ils impuissants face aux grandes multinationales ?

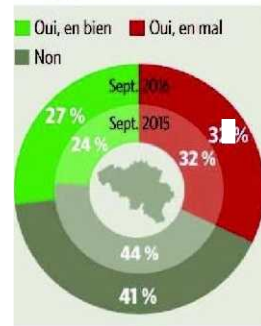


Dans quelle mesure êtes-vous pour ou contre... ?



LES MESURES MICHEL

Les mesures du gouvernement Michel changent-elles la Belgique ?



Sept sondés

Des réformes mieux perçues

Les mesures du gouvernement Michel sont mieux – enfin disons : moins mal – perçues par la population qu’il y a un an. C’est l’un des enseignements intéressants de notre Grand Baromètre. L’évolution la plus marquante apparaît en Flandre, où il y a désormais davantage de personnes qui pensent que les mesures du gouvernement Michel ont changé la Belgique positivement (30 %), plutôt que négativement (27 %). On constate aussi des améliorations importantes en Wallonie et à Bruxelles, mais la proportion de personnes qui estiment que les mesures ont dégradé la situation reste plus élevée que le pourcentage de ceux qui pensent que la situation est meilleure. Ainsi, 42 % des Wallons pensent que les réformes sont négatives, et 22 % qu’elles sont positives. A Bruxelles, il y a 32 % de pessimistes, et 26 % d’optimistes. Précisons enfin que le plus gros contingent rassemble ceux qui pensent que les mesures n’ont rien changé du tout : 41 % à l’échelle du pays.

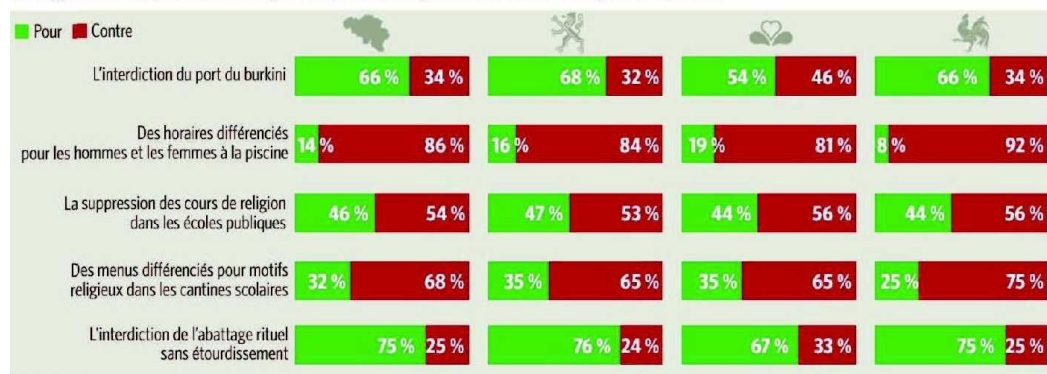
PROPOSITION

Elio Di Rupo veut un conseil des travailleurs dans les entreprises

Réaction à la montée du PTB dans les sondages ? Toujours est-il que le président du PS, Elio Di Rupo, a proposé ce vendredi matin sur la Première la création d’un « conseil des travailleurs dans les entreprises ». Le PS souhaiterait insérer dans le droit belge une nouvelle forme de société. Cette dernière devrait donner « au moins autant de pouvoir aux travailleurs qu’aux actionnaires », a expliqué vendredi le président du parti socialiste, Elio Di Rupo, sur les ondes de La Première (RTBF). « Les entreprises n’existent que parce que les travailleurs ont un rôle déterminant. Il faut permettre à ceux-ci de gouverner leur entreprise », a estimé Elio Di Rupo, qui prône la codécision grâce à la création d’un conseil des travailleurs indépendant du conseil d’administration. La majorité devrait être atteinte dans ces deux instances lors des prises de décisions, a poursuivi le président du PS. (b)

religion Pour trois Belges sur quatre, le sacré prend trop de place

La religion est au centre des débats pour l’instant. Dans quelle mesure êtes-vous pour ou contre...?



Et dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas avec les affirmations suivantes ?



Ce n'est pas une surprise. Ce n'en est pas moins inquiétant. Les réponses aux questions liées aux religions révèlent une société extrêmement crispée, clivée. Et manifestent un rejet important du religieux, plus particulièrement de l'islam, quand bien même il n'est pas toujours nommé directement.

Ainsi, pour plus de sept personnes interrogées sur dix, « la religion prend trop de place » et elle « empêche l'intégration ». Pour cette dernière assertion plus que pour la première, on observe logiquement une notable différence à Bruxelles, région la plus multiculturelle du pays, qui valide donc moins la proposition (« seulement » 60 % des Bruxellois sont d'accord). Cette distinction bruxelloise se marque également sur les deux sujets probablement les plus polémiques que sont l'interdiction du burkini et celle de l'abattage rituel sans étourdissement. C'est en effet sur ces deux thèmes que les chiffres de la capitale sont les plus éloignés des autres régions, la population mu-

sulmane s'y manifestant davantage. Symétriquement, la Flandre est plus virulente sur ces thèmes. En ce qui concerne par contre les horaires différenciés pour les hommes et les femmes à la piscine et les menus différenciés pour motifs religieux dans les cantines scolaires, Bruxelles ne se distingue pas tant. C'est en réalité plutôt la Wallonie qui se détache... plus opposée à ces « accommodements raisonnables » que les deux autres Régions du pays.

A noter que du côté des proximités partisanes, ce sont les potentiels électeurs Groen, Ecolo (un peu moins que son équivalent flamand), CDH et CD&V qui se montrent les plus ouverts sur la diversité et la place de la religion. A l'inverse, sans surprise le Vlaams Belang se montre le plus opposé au religieux et à toute forme d'accommodements raisonnables, suivi, selon les questions, par Défi, la N-VA... et le PTB.

La question qui induit les réactions les plus mitigées concerne la

suppression des cours de religion dans les écoles publiques... On se situe surtout autour d'une balance 45/55, le camp favorable à la disparition de ces cours étant toujours légèrement inférieur. Force est de constater qu'il s'agit là de la seule question qui ne vise pas directement l'islam... et où les personnes interrogées se sentent donc potentiellement concernées par la mesure. Car il est évident que toutes ces réponses s'éclairent à la lumière – pourtant très sombre – du contexte que nous vivons : départ de jeunes en Syrie, terrorisme, société sécuritaire...

« La peur que suscite l'autre engendre un repli, une crispation identitaire terribles » BRIGITTE MARÉCHAL, UCL

« Le contexte qui s'est imposé à nous a des répercussions énormes, analyse Brigitte Maréchal, directrice du Cismoc (Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain) à l'UCL. Le ras-le-bol à l'égard du religieux qui prendrait trop de place doit se comprendre dans ce contexte. »

Néanmoins, la professeure, auteure notamment d'une étude sur les malentendus réciproques entre musulmans et non-musulmans, pointe notre incapacité actuelle à penser le religieux : « La religion n'est plus vue qu'à travers le prisme de l'idéologie politique. Et nous la concevons généralement comme quelque chose d'ar-

chaïque, de dépassé. Il existe une confusion énorme, un analphabétisme religieux important. Nous sommes devenus incapables de penser la religion autrement que dans ses aspects normatifs qui distinguent les individus les uns des autres. Or, la religion est quelque chose de changeant, qui n'est jamais figé. On oublie qu'elle peut aussi être une aspiration spirituelle, une recherche de sens, voire qu'elle peut créer des liens entre les individus et même être un instrument de libération et de progrès social. La religion n'est jamais que ce que les gens en font. »

La sociologue invite également les lecteurs à se replacer dans une perspective historique : « Les gens ne voient plus les minorités religieuses que comme des menaces pour notre démocratie, en se disant que si on autorise des horaires aménagés à la piscine ou des cantines halal, on va "se perdre" en chemin. La peur que suscite l'autre engendre un repli, une crispation identitaire terribles. Et on en oublie que c'est précisément ce pluralisme religieux et le combat de minorités qui ont fondé nos démocraties et la sécularisation de nos sociétés. »

La Belgique a en effet inscrit la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans sa constitution pour protéger les droits des catholiques, anciennement opprimés par l'occupant hollandais et protestant... De quoi prendre un peu de recul ? ■

ÉLODIE BLOGIE

65 % des Belges veulent prolonger la présence des militaires en rue

L'annulation des 24 Heures vélo de Louvain-la-Neuve l'a encore rappelé récemment : nous vivons une époque très marquée par le sécuritaire. Le gouvernement de Charles Michel travaille sur une série de mesures pour renforcer la sécurité et lutter contre le terrorisme. Elles ont été présentées en deux temps. Un premier paquet de 12 projets a été lancé en janvier 2015 après les opérations anti-terroristes de Verviers et un second volet de 18 points a été mis sur pied en novembre dernier après les attentats de Paris.

Parmi ces trente mesures, certaines ont déjà été réalisées (perquisitions possibles 24 heures sur 24 pour terrorisme, la mise en place d'une banque de données commune, l'élargissement des méthodes de recherche...). Certaines sont encore en train d'être négociées (par exemple, l'extension de la garde à vue qui nécessite une modification de la

Constitution). Au total, un effort budgétaire de quelque 740 millions d'euros a été consenti en deux ans par le gouvernement N-VA/VLD/CD&V/MR pour renforcer la sécurité.

Débloque-t-on assez de moyens ?

Pour six Belges sur dix, le gouvernement fédéral consacre assez de moyens contre le terrorisme

Selon notre Grand Baromètre RTL-TVI/Le Soir, la réponse est oui. 60 % des Belges en semblent en tout cas convaincus. C'est 20 % de plus que lors de notre dernier sondage sur le sujet (en septembre 2015). Ce sont les Flamands qui sont les plus séduits par la politique menée par le fédéral, avec 65 % de « oui », contre 55 à Bruxelles et 49 en Wallonie. Si l'on se fie aux proximités partisanes des répondants, on constate que le soutien des sondés « d'opposition » (son-

dés se déclarant socialistes ou écologistes) est plus important côté néerlandophone que côté francophone.

Avec le Grand Baromètre, les citoyens ont également pu se positionner sur plusieurs propositions en matière de lutte contre le terrorisme. La mesure la plus plébiscitée est sans conteste la possibilité d'autoriser les bourgmestres à fermer les lieux de radicalisation : 9 Belges sur 10 y sont favorables. L'adhésion est similaire dans les trois Régions du pays. Pour rappel, l'idée de donner davantage de latitude

aux bourgmestres a été portée par Bart De Wever, président de la N-VA et maire d'Anvers, mais aussi par le MR et notamment Françoise Schepmans, bourgmestre de Molenbeek.

Selon notre sondage, les Belges seraient également prêts à accorder plus de pouvoir à la police. Ils sont trois sur quatre à estimer qu'il faut autoriser cette

dernière à contrôler toutes les communications (téléphoniques, SMS, e-mails et réseaux sociaux). Même résultat pour l'idée de permettre l'arrestation de suspects et des perquisitions sans l'autorisation préalable d'un juge.

Dernière mesure, et non des moindres : la présence des militaires en rue. Il s'agit de l'une des mesures phares prises par le gouvernement fédéral. 65 % des Belges plaident pour le maintien du kaki en rue. Si les résultats ne varient pas sensiblement d'une Région à l'autre, c'est en Wallonie que le soutien est le plus élevé (70 %). Il n'y a que peu de différences en fonction des affinités politiques des répondants : 72 % de « oui » pour la N-VA, 71 % pour le MR, 70 % pour le PS. Les sondés les plus frileux se disent proches de Groen et d'Ecolo (respectivement 51 % et 60 % de oui) et du CDH (57 %).

Pour rappel, la Belgique est en

niveau d'alerte 3 sur une échelle de 4. Depuis janvier 2015, l'opération « Vigilant Guardian » déploie des milliers de militaires en rue. Selon la Défense, sur les 2.000 militaires belges actuellement déployés en opérations intérieures et extérieures, près de trois quarts sont affectés à des missions de sécurisation en rue et à la protection des sites nucléaires en Belgique. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas avec les propositions suivantes pour mieux lutter contre le terrorisme ?



Trouvez-vous que le gouvernement Michel dégage assez de moyens pour lutter contre le terrorisme en Belgique?

